ASSASSINAT DE MOHAMED BOUDIAF

Ce que l'on occulte encore, 23 ans après

Il y a 23 ans, en cette macabre journée du 29 juin 1992, une légende vivante de la révolution, l'un des fondateurs du Front de libération nationale et, depuis quelques mois chef de l'Etat, Mohamed Boudiaf, sera lâchement assassiné au moment où il prononçait un discours à la Maison de la culture de Annaba. Un discours et, avec donc, la sinistre scène qui étaient retransmis en direct sur la chaîne de la télévision nationale. L'Algérie ne s'est jamais réellement bien remise de ce traumatisme.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le pays a même failli sombrer dans le chaos. L'homme qui rentrait au pays, un 16 janvier 1992, après un exil de presque 30 ans, était en passe de réussir un exploit historique : redresser, en si peu de temps, une Algérie extraordinairement menacée dans ses fondements, son existence même.

Une nébuleuse fondamentaliste de la pire veine, transformée en parti politique, le FIS, y imposait son diktat depuis début 1989. Face à un régime faible, incarné par Chadli Bendjedid, plus enclin à la compromission sinon à la démission pure et simple, le FIS tenait, déjà, en juin 1991, la rue, l'administration, la mosquée, l'école, certains médias, les syndicats, et les Assemblées populaires communales. Il ne manquait qu'un seul pas pour formaliser une prise de pouvoir totale et, le disait-il sans détour, définitive !

Ouvertement soutenu par Téhéran, Riyad et la France de François Mitterrand, le parti intégriste multipliait les démonstrations de force : des exactions contre les femmes, comme à Ouargla, des attentats comme celui de la caserne de Guemmar, l'application de la Charia dans bien d'endroits et d'édifices publics au moment où ses dirigeants développaient publiquement un discours belliqueux et menaçant d'exterminer tous ceux qui ne cadreraient pas avec leur vision médiévale de la «ouma». A tel point que l'armée, heureusement demeurée non infestée par ce péril vert, a dû intervenir une première fois en juin 1991 pour… libérer Alger et la majorité des grandes villes complètement paralysées par une occupation en règle et sur plusieurs jours par les foules fanatisées du FIS.

La «grève» du FIS se terminera dans le sang et fera tomber le gouvernement Hamrouche. N'empêche, Chadli et ses principaux conseillers ne retiennent pas la leçon pour autant. Cela donnera lieu aux législatives suicidaires du 26 décembre 1991.

Comme prévu par un rapport secret de l'armée, rédigé par les généraux Mohamed Touati, Abdelmadjid Taghit et Abdelhamid Djouadi, et remis à Chadli par le ministre de la Défense, Khaled Nezzar, le FIS écrasera tout sur son passage, dès le premier tour ! «la proportionnelle» — préparée par l'entourage de Chadli en vue de favoriser le FLN de Abdelhamid Mehri et de Mouloud Hamrouche, donnera l'exact contraire

Photo : DR

Mohamed Boudiaf.

de ce qui était escompté par ses concepteurs : avec moins d'un tiers des voix, le FIS obtient la majorité écrasante au premier tour et promettait l'enfer aux Algériens à l'issue du second tour. Concrètement, «l'Etat islamique» n'était plus qu'une question de jours. Pour le 16 janvier 1992, plus exactement. L'Algérie retient son souffle. Face à la déferlante islamiste et au discours extrémiste des dirigeants du FIS plus que jamais arrogants, des patriotes de tous les bords politiques prennent sur eux de faire barrage à la mort annoncée de l'Algérie.

Le Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie, CNSA, voit le jour dans les jours qui suivent le premier tour. Présidé par l'ancien secrétaire général de l'UGTA, feu Abdelhak Benhamouda, le CNSA, composé de démocrates, d'intellectuels, de syndicalistes, d'anciens moudjahidine, etc. jouera un rôle éphémère mais historique. Il appellera ouvertement à l'arrêt du processus électoral. En cette période sombre de l'histoire du pays, seul le CNSA et deux partis politiques, le RCD et le PAGS, ont eu le courage de défier l'ordre établi ! C'est grâce à cette mobilisation que le rapport de force bascule et les choses s'accélèrent. Le 11 janvier, Chadli annonce sa démission.

Or, l'APN étant en fin de mandat et le président du Conseil constitutionnel d'alors refusant d'assurer l'intérim du poste vacant du président de la République, la situation s'avérera extrêmement périlleuse. Que faire ? L'on optera pour une présidence collégiale assurée par des personnalités nationales représentatives de toutes les couches de la société algérienne. Ce sera le Haut-Comité d'Etat, le HCE. On y désignera le ministre de la Défense, Khaled Nezzar, le ministre des Droits de l'Homme, Ali Haroun, le patron de l'organisation des moudjahidine, Ali Kafi, et un homme de religion, le recteur de la Mosquée de Paris, Tidjani Heddam. Il manquait un président pour cette équipe et qui fera office de chef d'Etat.

Ce sera Mohamed Boudiaf. L'homme refusera sèchement une première fois. Opposant farouche depuis l'indépendance, Boudiaf, contraint à l'exil, n'a jamais fait confiance au régime. Il aura fallu l'insistance de plusieurs émissaires chez Boudiaf pour que ce dernier mesure l'ampleur du danger qui guette le pays. «Demain, je serai à Alger», finira-t-il par trancher. Et ce sera fait le 16 janvier 1992. «Voici ma main que je tends à tous», dira-t-il dans sa toute première déclaration à l'aéroport d'Alger, après 28 années d'exil. Il fait bien sûr allusion aux dirigeants du FIS. Seulement, Mohamed Boudiaf ne tardera pas à s'avérer un grand homme d'Etat. Il ne mettra pas longtemps pour comprendre que, face aux fondamentalistes, dont la raison d'être même est la négation de l'Etat, il n'y a aucun compromis possible. Il prendra vite les mesures qui s'imposaient : dissolution du FIS, restauration de l'autorité de l'Etat partout et à tous les instants et, surtout, redonner espoir au pays.

Son discours, simple et direct, était foncièrement nationaliste et aux accents démocratiques et modernistes.

L'homme déclarait en même temps la guerre à la corruption. Et il est curieux tout de même que beaucoup ne retiennent de Boudiaf que ce deuxième aspect de sa présidence, occultant volontiers – à dessein — le premier suscité. Tout comme l'on ne retient de son assassin, Lembarek Boumaârafi, que la fonction, membre du GIS, chargé de la protection présidentielle mais jamais , ou rarement, l'appartenance au FIS et ses propres déclarations où il avouait lui-même avoir agi pour des considérations «religieuses».

En ce sens, l'assassinat de Mohamed Boudiaf ressemble beaucoup à celui de Anouar Sadate, assassiné par un soldat égyptien d'obédience islamiste au cours d'un défilé militaire.

23 ans après l'assassinat de Boudiaf, un drame national vécu dans la douleur par des millions d'Algériens qui s'étaient réellement attachés à ce monument de l'histoire du pays, il faudrait peut-être rappeler qu'en ce triste 29 juin 1992, la sinistre nouvelle parvenue de Annaba n'avait pas fait que des gens malheureux : de véritables scènes de liesse avaient, ne l'oublions jamais, éclaté dans les fiefs islamistes du FIS, ce jour-là…

K. A.

Cérémonie de recueillement au cimetière El Alia

C'est dans une discrétion totale, qu'une cérémonie de recueillement à la mémoire du défunt Président Mohamed Boudiaf a été organisée, hier, au cimetière El Alia à Alger. C'était à l'occasion du 23e anniversaire de son assassinat. Des compagnons d'armes, amis et proches du défunt ont marqué de leur présence cette cérémonie. On y cite notamment Si Allal Thaâlibi, El Hachemi Troudi et Louisette Ighilahriz.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est sous un soleil de plomb, que la cérémonie a eu lieu en présence d'une assistance peu nombreuse. Selon des sources, un autre recueillement se tiendra vendredi prochain au niveau du même cimetière. La cérémonie de ce lundi qui coïncide avec le 23e anniversaire de la tragique disparition de Mohamed Boudiaf a été notamment marquée par la lecture de la Fatiha et le dépôt d'une gerbe de fleurs sur la tombe du défunt. Le compagnon de lutte du défunt, Si Allal Thaâlibi, a souligné dans son intervention que «cette cérémonie a été organisée pour rappeler à la mémoire l'un des grands symboles de l'Etat algérien». Il a saisi cette opportunité pour lancer un appel à tous ceux qui ont cru aux idées de feu Mohamed Boudiaf, à «rester fidèles au legs des martyrs» qui se sont «sacrifiés pour que vive l'Algérie libre».

Le président Boudiaf, faut-il le rappeler, avait été assassiné le 29 juin 1992 à la Maison de la culture de Annaba, alors qu'il prononçait un discours. Certaines personnes présentes en cette circonstance au cimetière d'El Alia à l'instar de la moudjahida Louisette Ighilahriz ont tenu à souligner et rappeler les qualités du défunt, affirmant que le moudjahid Boudiaf a œuvré «dès son retour d'exil, à sortir le pays des crises meurtrières et à le remettre sur la voie du développement en instaurant une justice intègre». «Ce que Boudiaf a fait pour le pays restera gravé dans l'esprit des jeunes et dans la mémoire des Algériens.» «Il avait répondu à l'appel de la nation pour sortir l'Algérie de la situation dramatique qu'elle vivait et restaurer la paix», a-t-on ajouté.

Le défunt était aussi l'un des artisans de la glorieuse révolution de Novembre et de l'Indépendance, a-t-on également rappelé, affirmant que «nous devons rester fidèles au message de Boudiaf qui demeurera un symbole dans notre histoire et pour les générations futures».

A. B.

FAUTE D'UNE INITIATIVE DE BOUTEFLIKA EN FAVEUR D'UN PROCESSUS CONSTITUANT

Hanoune appelle à la mobilisation populaire

Désespérant de voir le président de la République prendre une initiative politique, le Parti des travailleurs change de «tactique» en ne s'adressant non plus à Bouteflika mais au peuple dans l'espoir de créer les conditions d'un changement démocratique par l'amorce d'un «processus constituant» émanant non plus du sommet mais de la base. C'est le message qu'a transmis Hanoune en célébrant les 25 ans de son parti.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - A défaut d'une initiative émanant de la part d'un «dirigeant éclairé», le PT opte pour une autre démarche. Louisa Hanoune assurait hier que sa formation politique s'adaptait au contexte en changeant de stratégie. Plus question d'attendre un signal de la part du président de la République. Le comité central a tranché en faveur de la création de comités populaires avec pour objectif d'«encadrer la combativité de la majorité» et de mettre l'Algérie à l'abri du «projet d'assassinat de l'Algérie et imposer le changement démocratique».

Hanoune en est convaincue : les larges couches populaires sont en mesure de porter ce combat dans un contexte marqué par ce que Hanoune qualifie de «virage grave». En s'adressant hier aux cadres de son parti à l'occasion de la célébration du 25e anniversaire de la création de son parti, le numéro un du PT a déploré, une fois de plus, le fait que plus d'une année après l'élection présidentielle, les promesses du président de la République ne se soient pas encore concrétisées.

Pire encore, dit-elle, le pays a pris un «grave virage» et a vécu un «basculement inédit» avec l'émergence «violente» de l'oligarchie dans un contexte marqué par la multiplication des dangers.

L'Algérie, assure Hanoune, subit de plein fouet les retombées de la situation sécuritaire dans les pays voisins et les pressions des grandes puissances pour impliquer son armée dans des guerres qui ne la regardent ni de près ni de loin. L'Algérie, dit Hanoune, se doit d'être solidaire de ses voisins mais «en toute souveraineté» et résister aux tentatives de l'impliquer dans des conflits mais à une condition : renforcer le front interne mais, avertit-elle, cela n'est pas «compatible avec la nature du système et des institutions actuelles».

La politique d'austérité n'arrange rien, selon la première responsable du PT. Elle prépare au contraire le pays au pire. Le PT attend d'ailleurs «avec inquiétude» de connaître les dispositions de la loi de finances complémentaire ainsi que la loi de finances pour 2016. En fêtant les 25 années d'existence de son parti, Louisa Hanoune a tenu à dire que sa formation politique était loin d'être «artificielle» mais la résultante de «combats collectifs à partir d'une vision politique et économique claire».

N. I.

MOUSSA TOUATIAVERTIT :

«Une explosion sociale est imminente»

Le président du FNA parle de «l'imminence d'une explosion» si les choses en restaient là, avec, selon lui, deux classes sociales diamétralement opposées dont le fossé qui les sépare s'agrandit chaque jour un peu plus.

Moussa Touati qui animait, hier lundi, une conférence de presse au siège national du parti, s'est limité à des «généralités» dans son «analyse» de la situation du pays. «Il y a d'une part une couche pauvre et une autre bourgeoise, et si le fossé entre elles venait à s'élargir, l'éclatement est inévitable», avertit-il, regrettant que la «transition du système socialiste vers l'ère libérale ait été menée à la hussarde, sans aucune étude préalable».

Pour Moussa Touati, les prochains mois s'annoncent des plus difficiles, mettant le doigt sur des demandes sociales qui ne feront que grossir et auxquelles les pouvoirs publics ne peuvent accéder du fait que les rentes en dehors de celles des hydrocarbures sont minimes.

Soutenant que le FNA est «autonome» et «indépendant», Touati affirme que son parti est du camp de l'opposition, exprimant son «désintérêt», voire son «aversion» pour ces alliances qui se tissent ici et là. La raison est que, selon lui, ces unions «ne se font pas sur la base de programmes» mais de «positionnement dans le gouvernement et au sein du pouvoir».

Faisant part du lancement, la semaine prochaine, de la seconde phase du plan de restructuration des structures de base du parti, adopté lors du dernier congrès du FNA et qui a concerné jusqu'ici 26 wilayas, Touati a tourné à la dérision les nombreuses dissidences qui ont eu à ébranler les rangs du parti. «Pas moins de 17 partis sont sortis du FNA, ce qui prouve que notre parti est une école qui libère les initiatives», dit-il, Ceci avant de se contredire en soutenant que les dissidents qui ont quitté les rangs du parti, souvent encouragés par des cercles occultes, n'ont jamais pu s'imposer sur la scène politique».

M. Kebci